



Coordination Communiste 59/62 **pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire**

BP 51, 59007 Lille Cedex. coordcommuniste@numericable.fr - <http://coordin.communiste.free.fr>

Dissolution de 'l'Union des Jeunes Communistes' en République Tchèque ! **Non à la chasse aux sorcières européenne !**

Le 12 octobre, le gouvernement de la République Tchèque a officiellement dissout l'Union des Jeunes Communistes (KSM) au prétexte que celle-ci revendique « *la propriété collective des moyens de production* ».

C'est la première fois qu'au sein de cette Union Européenne soi-disant « démocratique » une organisation politique progressiste, une organisation de jeunes est ainsi attaquée. Tous ceux qui ont à cœur la défense de la justice sociale, la défense de la démocratie réelle, contre l'arbitraire se doivent de protester.

Cette attaque est la conséquence de la remontée en puissance du Parti Communiste au sein des jeunes ouvriers tchèques, une remontée jugée sans doute plus « dangereuse » par la bourgeoisie que les protestations des générations plus anciennes.

Pour le pouvoir, la répression est sa dernière flèche : celle des fausses alternances – présentant les sociaux-démocrates comme le seul parti « progressiste » capable de résoudre la crise sociale - a fait son temps. Le masque social-démocrate est tombé du visage de cette bourgeoisie pillarde, corrompue et exploiteuse.

Au moment de l'effondrement du bloc socialiste est-européen en 1989/1990, beaucoup d'observateurs occidentaux, les yeux embrumés par l'anti-communisme, s'attendaient à ce que les peuples soi-disant « victimes » du socialisme crient vengeance. Il n'en fut rien. Dès lors, une armada de plumitifs prit le relais pour « juger le communisme » et réécrire l'histoire : le « *Livre noir du communisme* » piloté par Stéphane Courtois en est l'exemple le plus abouti. Il a eu sa suite, plus récemment, à l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe avec la résolution sur la « *condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires* » votée le 25 janvier 2006. Les maccarthystes poursuivent aujourd'hui leurs efforts, en Albanie, dans les pays baltes, en Tchèque, exprimant la peur de la bourgeoisie devant cette « nostalgie » des peuples.

C'est que les peuples des ex-pays socialistes ne sont pas amnésiques, au contraire. L'époque où le chômage de masse n'existait pas, l'époque socialiste, n'a pas été oubliée. Elle redevient populaire dans les jeunes générations, devant la sauvagerie des reculs sociaux causés par la restauration du capitalisme.

L'interdiction du KSM, qui jouissait d'un soutien populaire grandissant, marque une étape supplémentaire dans le processus de fascisation de l'Union Européenne. Cette coalition d'Etats capitalistes se donne déjà des airs de grande puissance et entend s'armer d'instruments répressifs à la hauteur de ses ambitions, pour briser les résistances internes et rivaliser sans entrave à l'hégémonie américaine en perte de vitesse.

Pendant qu'on réhabilite les anciens nazis en Lettonie, pendant qu'on vante les « *effets positifs de la présence française outre-mer* » dans notre pays, pendant que l'extrême droite monte en puissance dans l'Est de l'Allemagne, en Flandre belge, en France, l'Union Européenne cherche à désarmer politiquement les masses populaires, à criminaliser leur soif de justice sociale, à leur ôter les droits démocratiques grâce auxquels une résistance organisée contre la destruction des acquis sociaux, les privatisations et l'appauvrissement généralisé peut se construire.

Nous appelons tous les progressistes à manifester leur soutien aux camarades du KSM, à résister, à s'organiser contre cette offensive anti-démocratique de l'Union Européenne. Non au maccarthysme européen !

24 octobre 2006